

Election présidentielle :

l'INPH alerte les candidats sur la « pénurie » de médecins à l'hôpital public

PARIS, 9 mars 2022 (APMnews) – La présidente de l'Intersyndicat national des praticiens hospitaliers (INPH), Rachel Bocher, a interpellé mercredi lors d'un colloque les candidats à l'élection présidentielle sur l'état « d'urgence » dans lequel se trouve actuellement l'hôpital public, en particulier à cause de la « pénurie » de médecins.

Ce colloque, qui s'est tenu mercredi après-midi à Paris, avait pour thème l'élection présidentielle. Il s'intitulait « 2022 : une nouvelle chance pour la santé et l'hôpital public ». Plusieurs représentants santé des candidats à l'élection présidentielle étaient notamment présents, ils ont répondu aux interrogations de l'INPH lors d'un débat.

Depuis l'élection d'Emmanuel Macron en 2017, « certes beaucoup a été entrepris, des constats ont été réitérés, des alertes ont été lancées et du travail a été accompli », a déclaré Rachel Bocher.

Quelques avancées ont été obtenues « ces dernières années » grâce à l'« action syndicale professionnelle qui a beaucoup agi pour faire évoluer le statut » de PH. Elle a notamment cité le « statut unique temps plein et temps partiel, l'harmonisation des statuts des praticiens contractuels et attachés » ou encore « l'officialisation de l'entretien annuel des carrières ».

En ce qui concerne le statut de praticien contractuel, « nous sommes quand même très partagés car entrer dans la carrière publique en négociant son salaire, cela continue d'apparaître un peu contraire à la règle et l'esprit du service public », a-t-elle précisé.

Parmi les avancées de ce quinquennat, elle a en outre cité des prérogatives plus importantes données aux commissions médicales d'établissement (CME) même si elles restent des « instances consultatives sans aucun pouvoir de décision ».

Malgré cela, des « attentes » et « déceptions majeures » subsistent, en particulier la très importante problématique de la « pénurie » de soignants qui préexistait à la crise sanitaire du Covid-19. Cette pénurie s'est accrue en cinq ans alors que dans un même temps les besoins de santé de la population n'ont cessé d'augmenter, a-t-elle souligné.

« Faut-il rappeler les chiffres toujours croissants des manques de médecins qui soignent au sein de nos hôpitaux publics ? Cette pénurie ne cesse de nous alarmer et elle se situe aujourd'hui autour de 15 % à 30 % en fonction des spécialités et peut même aller jusqu'à 40 % pour la radiologie », a dit Rachel Bocher.

« Alors que nous observons un triplement du nombre d'internes », cela « n'a pas entraîné une augmentation du nombre de médecins » avec seulement « 3.000 médecins qui se présentent actuellement au moment du concours [de PH] ».

Parallèlement, le nombre de PH en disponibilité « augmente de façon nette : passant de 2.000 à 5.000 actuellement ». « Cela est-il acceptable ? Cela est-il rentable ? », a-t-elle poursuivi.

« Nous demandons une parution sans délai » du décret limitant l'intérim médical

« Notre souhait à tous est de retrouver une démographie médicale apaisée, réparée, avec cette question lourde : que se passerait-il s'il n'y avait plus aucun recours aux intérimaires aujourd'hui dans les hôpitaux publics ? », a-t-elle continué. Et donc face à ce nécessaire recours aux intérimaires, « il est indispensable d'harmoniser les salaires, les conditions d'exercice, de responsabilité et de reconnaissance » des PH.

Le budget de l'hôpital public pour l'emploi de médecins intérimaires est « aujourd'hui d'1.5 milliard d'euros » par an. L'INPH demande la « parution sans délai » du décret issu de la loi Rist visant à lutter contre les abus de l'intérim médical (cf dépêche du 30/11/2021 à 18 :04. « Cessons de faire perdurer un tel déséquilibre ! », a déclaré Rachel Bocher.

Dans ce contexte « tendu », « des souffrances au travail subsistent » parmi les soignants. « En premier lieu », « il faut sortir du piège de la rentabilité » qui se traduit par « une gouvernance par les chiffres ». Il faut « en finir avec l'invisibilité du soin » et « revenir à des valeurs éthiques de nos métiers », a plaidé la présidente de l'INPH.

En cette période électorale, « à ceux qui contre toute attente prendraient demain le risque de chercher à nous faire taire » ou de « glisser une fois encore la poussière sous le tapis », « je le dis avec lucidité et détermination » : « ces tentatives seraient vouées à l'échec et rencontreraient à tous les coups une unité de réaction à la hauteur de l'urgence qui existe dans nos hôpitaux publics », a-t-elle conclu.